



**BANQUE(S) :** \_\_\_\_\_

**COMPTABLE :** \_\_\_\_\_

**ORGANISME DE DEVELOPPEMENT :** \_\_\_\_\_

## 2 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION

● **SAU exploitée** : |\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_| a hors-sol : |\_|\_|\_|\_|\_|\_| m<sup>2</sup> ou nombre de places : |\_|\_|\_|\_|\_|

dont |\_|\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_|\_|a (propriété) |\_|\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_|\_|a (fermage) |\_|\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_|\_|a (autre)

● **Nature des sols** : \_\_\_\_\_ **Vocation** : \_\_\_\_\_

● **Bâtiments** : **Capacité** : \_\_\_\_\_ **Accueil** : \_\_\_\_\_

● **Succession familiale possible** : OUI  NON  Si oui, laquelle ? \_\_\_\_\_

● **Unités annuelles de travail agricoles et extra-agricoles**

(Chef d'exploitation et membres de sa famille travaillant sur l'exploitation à plus de 50% de leur temps)

	Travail sur l'exploitation (0,5 à 1)	Travail hors exploitation (0,5 à 1)	TOTAL
Chef d'exploitation			
Conjoint			
Aides familiaux			
<b>Total</b>			

<b>Main-d'œuvre employée sur l'exploitation</b>	
Nombre d'aides familiaux travaillant avec le demandeur	
Nombre de salariés non familiaux occupant un emploi permanent	
Nombre de salariés saisonniers (calculé en équivalent temps-plein) :	
<b>Total</b>	

● **Occupation du sol - Production de la dernière campagne :**

Nature des principales cultures et surfaces en ha (SAU)

CULTURES	SURFACE	RENDEMENT	PRODUCTION	VENTES DE L'EXERCICE	
				QUANTITE	VALEUR
		qx/ha			
		qx/ha			
		qx/ha			
		qx/ha			
		qx/ha			
		qx/ha			
		qx/ha			

ANIMAUX	EFFECTIF EN DEBUT D'ANNEE	EFFECTIF EN FIN D'ANNEE	VENTE D'ANIMAUX ET DE PRODUITS EN 2013 - HT		
			NATURE	QUANTITE	VALEUR

Type d'élevage/hors-sol -	Effectif réel

Droits et quotas			
Références laitières (vaches)		litres	Laiterie
Références laitières (chèvres)		litres	Laiterie
Nombre droits P.M.T.V.A			
Droits à paiement unique			

### 3 – RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS

CHIFFRES D'AFFAIRES	2013		€	DONT		€	PROD HORS SOL
	2012		€	DONT		€	PROD HORS SOL
	2011		€	DONT		€	PROD HORS SOL
	2010		€	DONT		€	PROD HORS SOL
	2009		€	DONT		€	PROD HORS SOL
	2008		€	DONT		€	PROD HORS SOL

#### A – EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERME

OBJET DU PRET	MONTANT	DUREE	ANNEE DE REALISATION	TAUX INTERETS	ANNUITES 2014 (€)	ORGANISME PRETEUR
<b>TOTAL</b>						

Encours des prêts au \_\_\_\_\_ 2014

#### B – DETTES A COURT TERME AU 20

Retard de paiement d'échéances bancaires		€
Encours à court terme		€
Découvert bancaire		€
<b>AUTRES DETTES</b>		
Dettes aux fournisseurs	Du / / 20 au / / 20	€
Autres dettes à :		€
Total autres dettes		€
Principaux créanciers :		

### 4 – NATURE DES AIDES SOLLICITEES

✓ **Aide au diagnostic technico-économique**   
*(l'aide de l'Etat, versée à l'expert, est plafonnée à 300€)*

✓ **Aide au plan de redressement**   
 L'aide de l'Etat au plan de redressement d'une exploitation peut atteindre 10.000€ par unité de travail non salariée, dans la limite de 2, soit 20.000 € au maximum. Elle est versée à l'établissement bancaire qui aura reçu préalablement mandat de l'agriculteur. L'établissement bancaire procédera aux régularisations financières sur les frais bancaires des prêts d'exploitation pour le compte de l'exploitant.

✓ **Aide au suivi**   
 (L'aide de l'Etat, versée à l'expert, est plafonnée à 600 € par suivi pour les 3 années d'assistance technique).

QUELS SONT VOS PROJETS ? \_\_\_\_\_

QUELS SONT VOS SOUHAITS? \_\_\_\_\_

## 5 – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### Je déclare :

- ✓ Etre âgé de 21 ans au moins et de 55 ans au plus
- ✓ Exercer à titre principal mon activité agricole (*c'est-à-dire consacrer à mon activité agricole au moins 50% de mon temps de travail et en retirer au moins 50% de mon revenu global*)
- ✓ Ne pas bénéficier d'un avantage servi par un régime obligatoire d'assurance vieillesse
- ✓ Justifier d'une capacité professionnelle suffisante (*c'est-à-dire soit posséder un diplôme ou un certificat de niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole, soit justifier d'une pratique professionnelle de 5 ans sur une exploitation agricole*)
- ✓ Ne pas avoir bénéficié depuis les cinq dernières années d'une aide au titre d'un plan de redressement dans le cadre de la procédure « agriculteurs en difficulté »
- ✓ Certifier exactes les données que je fournis, relatives à mon exploitation et au revenu familial global

### Je m'engage à réaliser :

- ✓ un plan devant permettre le redressement de mon exploitation
- ✓ A assurer le suivi de mon exploitation pendant une durée de 3 ans
- ✓ A opter, le cas échéant, au 1<sup>er</sup> janvier suivant l'agrément du plan après avis de la commission « agriculteurs en difficulté », pour une comptabilité de gestion
- ✓ A apporter tous les éléments d'information permettant de déterminer le revenu familial global de mon exploitation et faisant apparaître son revenu agricole net au cours des 3 derniers exercices connus

### Je prends acte :

- ✓ Que le montant de l'aide que je sollicite sera versée par l'ASP à l'établissement bancaire ayant reçu mandat de ma part, qui procédera aux régularisations financières pour mon compte
- ✓ Que je serai tenu de rembourser les sommes perçues, assorties des intérêts au taux légal, si je fournis des données inexactes ou si je ne respecte pas mes engagements
- ✓ Que ma demande ne peut être retenue si je ne remplis pas les conditions requises ci-dessus, notamment si la moyenne des revenus par unité de travail établie sur les trois derniers exercices connus est inférieure au SMIC net annuel en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du dépôt de ma demande d'aides.
- ✓ Qu'il me sera impossible de bénéficier d'un nouveau plan de redressement pendant toute la durée du plan que je sollicite aujourd'hui (soit 5 ans)

### J'autorise :

- ✓ Les agents chargés du contrôle par les instances compétentes (directions départementales des Territoires, etc...) :
  - à vérifier l'exactitude des renseignements que j'ai fournis ainsi que le respect de mes engagements
  - à vérifier, sur mon exploitation, accompagnés par moi-même ou mon représentant, la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aides et la situation réelle.

### Je joins les pièces suivantes :

- ✓ Avis d'imposition ou de non-imposition des trois derniers exercices connus
- ✓ Copie de la déclaration du foyer fiscal
- ✓ Relevé d'identité bancaire et mandat exploitant/banque

### J'atteste sur l'honneur :

Que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véritables (Art.22.II de la loi n°68-690 du 31.07.68 : «quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'État un paiement ou avantage quelconque indu, sera puni d'un emprisonnement et d'un taux d'amende ») et, dans ces conditions, je demande à bénéficier des aides en faveur des agriculteurs en difficulté.

Fait à, ....., le.....  
Signature du demandeur \*(précédée de la mention lu et approuvé)

\* Signature de chacun des membres des GAEC, sociétés civiles, co-exploitants, signature du représentant légal pour les autres personnes morales

Nature des pièces lors du dépôt du dossier	
Exemplaire original de la demande, complété et signé	<input checked="" type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant le statut et la durée d'affiliation	<input checked="" type="checkbox"/>
Photocopie des 3 derniers avis d'imposition + déclaration de revenus de l'année en cours	<input checked="" type="checkbox"/>
Mandat(s) exploitant/banque(s)	<input checked="" type="checkbox"/>
Photocopie de la dernière déclaration de revenus (déposé à l'administration fiscale au 31/05/2012)	<input checked="" type="checkbox"/>
Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ou du livret de famille tenu à jour	<input checked="" type="checkbox"/>
RIB ou RIP (ou copie lisible) au nom du demandeur	<input checked="" type="checkbox"/>
Kbis (en cas de société)	<input checked="" type="checkbox"/>

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT.